

LA CRISE CUBAINE ET L'EMBARGO NORD-AMÉRICAIN...

À Cuba, l'explosion sociale du mois de juillet dernier n'est pas seulement due à des raisons économiques, bien que celles-ci soient fondamentales. Les sanctions nord-américaines aggravent la crise, mais le gouvernement cubain n'a pas su la gérer.

L'explosion sociale du juillet dernier et ses conséquences

Le 11 juillet, Cuba a connu les plus fortes manifestations sur l'île depuis des décennies, plus importantes encore que le *maleco-nazo* d'août 1994 (1). En juillet dernier, des milliers de cubains sont descendus dans la rue dans plus de 60 localités, en pleine crise économique et sanitaire, avec une grave pénurie de nourriture, de médicaments et d'autres produits de base, de longues coupures d'électricité et une pandémie hors de contrôle.

Le gouvernement cubain parle de «*perturbations à une échelle très limitée, de désordre et de vandalisme*». Il nie qu'il s'agit d'une épidémie sociale. Et il accuse les États-Unis d'être responsables du mécontentement populaire qui motive la protestation. Pour le président Miguel Diaz-Canel ou son ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, tout cela est l'œuvre du blocus économique, commercial et financier imposé à l'île et une grande opération de communication de son ennemi historique pour provoquer un changement de régime.

L'embargo nord-américain et ses effets

Mais quiconque attribue cette crise à une seule cause ou à un seul acteur est influencé par des raisons politiques. Le gouvernement cubain exerce le pouvoir de manière autoritaire et totalitaire. Et s'il commet des erreurs dans l'application de ses mesures économiques, s'il ne parvient pas à créer les conditions de la prospérité et de bien-être pour la population, il est logique et humain qu'il ait à faire face à l'opposition d'une partie de la société qui remet en cause sa légitimité.

L'embargo nord-américain a des effets néfastes évidents sur l'économie cubaine et constitue un autre facteur d'aggravation de la crise dont sont victimes principalement les cubains les plus pauvres. Cet embargo a été renforcé sous le gouvernement de Donald Trump. Ce dont se félicite cyniquement une partie des opposants à l'étranger, comme Eduardo Manet, l'écrivain vivant en France. Les sanctions limitent les vols et les envois de fonds des cubains, les investissements, les transactions financières et l'accès au crédit, les États-Unis font pression sur les banques qui font office de correspondantes pour les banques cubaines. L'embargo entrave aussi l'accès aux technologies pour la production biopharmaceutique, etc... Mais les sanctions ne sont pas responsables du fait que Cuba doit importer du poulet des États-Unis et ne le produit pas, ni de la débâcle de l'industrie sucrière.

Des réformes pour «libérer les forces productives»

Le gouvernement attribue la crise économique et les protestations à l'embargo. Les sanctions ne peuvent

(1) Dans l'après-midi du 5 août 1994, 5.000 personnes se rassemblèrent sur le *Malecón* de La Havane (l'avenue du bord de mer) pour essayer de quitter l'île, à la suite d'une rumeur infondée indiquant l'arrivée prochaine de bateaux nord-américains venant à leur secours. L'espérance de ces candidats à l'exil fut déçue. Alors ce rassemblement spontané se transforma en manifestation contre Fidel Castro et la révolution cubaine. Le centre de La Havane fut investi par les manifestants, les vitrines des magasins furent détruites. Des manifestants attaquèrent les forces policières avec des cailloux. L'armée intervint, les forces de police procédèrent à des arrestations. Fidel Castro vint en personne sur le site de la manifestation. Les manifestants scandaient: «*Cuba si, Castro no ! Libertad ! Libertad !*».

être levées que par les États-Unis. Cuba ne les contrôle pas, tout comme elle ne contrôle pas les éléments conjoncturels tels qu'une pandémie mondiale. Mais, le gouvernement cubain aurait pu faire beaucoup plus pour encourager l'esprit d'entreprise productif et stimuler la production agricole et industrielle. En 2008, le désormais ex-président Raúl Castro s'est lancé dans un processus de réforme dont un des principaux axes étaient d'actualiser la conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste. Raúl Castro a commencé par reconnaître que Cuba importait beaucoup de nourriture et que de nombreuses terres n'étaient pas utilisées pour la production agricole. Et deux choses sont devenues claires: il y avait (et il y a toujours) à Cuba une situation et un modèle économique avec de sérieuses faiblesses.

Dans les documents de deux congrès du *Parti communiste* au pouvoir (le seul parti légal sur l'île), une partie importante de ces réformes concernait les coopératives, le secteur privé, les entreprises d'État, les mécanismes de régulation indirecte, entre autres domaines. Nous aurions pu espérer que cette ouverture allait libérer les capacités d'autogestion, d'auto-organisation et de soutien mutuel que tous les gens pouvaient mettre en œuvre. Mais ces réformes se sont arrêtées pendant le second mandat de Raúl Castro. C'est l'une des raisons - avec les sanctions nord-américaines et l'impact de la crise vénézuélienne - pour lesquelles l'économie de l'île était en récession au moment de la pandémie liée au Covid-19.

Un système de planification centralisée menant à la paralysie de l'économie

Le gouvernement cubain a eu l'occasion de mener une réforme fondée sur ses propres convictions et son analyse de la réalité nationale. Il a reconnu avoir échoué. Il y a eu un grand manque de volonté politique de la part de personnes qui occupent des fonctions publiques depuis des décennies et qui craignent tout ce qui n'est pas le modèle qu'ils ont défendu depuis 1959. Il s'agit là d'une faiblesse et d'une incapacité institutionnelles très claires afin de concevoir et de mettre en œuvre les aspects pratiques de cette réforme. De nombreux économistes, sociologues, entrepreneurs et paysans cubains ont demandé à plusieurs reprises l'adoption de mesures visant à débloquer les restrictions au déploiement des forces productives. Mais le gouvernement cubain ne peut accepter de perdre sa main-mise sur l'économie. Et l'histoire montre que lorsque le contrôle est privilégié par rapport aux possibilités de déploiement de l'esprit d'entreprise, le résultat est la paralysie et la crise économique. L'expérience historique des pays qui ont adopté comme modèle un système de planification centralisée et de contrôle excessif de l'économie démontre son infaisabilité.

Malgré son lourd passé de dépendance économique vis-à-vis de l'Union soviétique et d'autres anciens pays socialistes, Cuba a répété avec le Venezuela une expérience qui s'est avérée infructueuse en soumettant la majeure partie de son commerce extérieur à des accords de nature politique. Ces accords couvrent la grande majorité des exportations de services dits professionnels (notamment médicaux). Ils constituent le principal poste d'exportation du pays, bien qu'ils soient partiellement payés en nature avec des livraisons de pétrole par le Venezuela. Ce choix est une erreur stratégique qui ne peut être attribuée qu'au gouvernement cubain, cela dénote un très grand manque de projection stratégique, il est en grande partie responsable de la pénurie actuelle de devises étrangères.

Le reste des revenus de Cuba provient principalement du tourisme et des transferts de fonds. L'île est fortement dépendante des émigrants et des exilés, ceux que les gouvernants appelaient autrefois les traîtres et les *gusanos* (2). Ceux-là même dont ils attendent aujourd'hui de l'argent et du soutien, mais sans pour autant leur accorder de droits politiques. Et à tout cela, il faut ajouter d'autres erreurs graves de politique économique. Telles que les mesures successives et contradictoires visant à étendre et à restreindre les coopératives non-agricoles et le travail indépendant (euphémisme insulaire pour l'entrepreneuriat privé). Ou encore des calculs de capacité de paiement éloignés de la réalité pour négocier la dette extérieure de Cuba, notamment avec le *Club de Paris*, générant ainsi des engagements que le pays n'a pas pu honorer.

Dans ce contexte, les échanges entre Cuba et la Chine - qui a dépassé le Venezuela comme premier partenaire commercial de l'île en 2016 - avaient été réduits de 36% en 2019. Outre la baisse des exportations cubaines, les importations chinoises ont diminué de moitié, alors que la Chine n'observe pratiquement aucune restriction dans le cadre de l'embargo nord-américain. La raison: l'incapacité de payer du gouvernement cubain qui ne fait pas les réformes internes nécessaires pour générer de la richesse. Il en va de même pour la dette contractée avec les pays européens.

(2) 40.000 Cubains émigrés sont revenus depuis la réforme migratoire de 2013, qui leur facilite cette démarche. Sur l'île socialiste, on les critiquait en les traitant de *gusanos* (vers de terre) quand ils partirent. Désormais, ils sont joliment appelés *mariposas* (papillons) car leurs finances leur permettent d'investir dans l'île.

Une dette extérieure chaque jour plus importante et l'augmentation de la pauvreté

En outre, le pays s'est lancé dans une réforme monétaire en 2021, retardée pendant une décennie et mise en œuvre en pleine crise économique et en pleine pandémie. Avec un peso cubain surévalué et l'absence de garantie pour les devises étrangères à la *Banque centrale*, les conditions ont été créées pour le développement d'un marché noir pour l'achat et la vente du dollar nord-américain. Et l'inflation s'est déchaînée dépassant de loin l'augmentation parallèle des salaire et des pensions, certains économistes l'estiment à environ 500%.

Pour aggraver les choses, un réseau de boutiques en devises étrangères a été mis en place pour acheter des produits de première nécessité, avec un bénéfice de 240%, et où le poulet importé des États-Unis est vendu à 7 dollars la livre. Cette situation a créé une nouvelle inégalité sociale dans un pays où le système de propagande de l'État insiste sur le fait égalitaire. Les chiffres officiels sont rares, mais il est évident qu'il y a une augmentation de la pauvreté à Cuba. Ces chiffres montrent une baisse des dépenses d'assistance sociale de 2,2% à 0,4% du PIB entre 2006 et 2019, et une baisse de 5,3 à 1,5 bénéficiaires d'assistance pour 1.000 habitants au cours de la même période. On a fait le contraire de ce qui aurait dû être fait dans une situation de vulnérabilité accrue de la population.

Des investissements dans l'industrie tourné au bénéfice des militaires

Les investissements dans le tourisme, ont augmenté bien plus que la moyenne de l'économie cubaine depuis 2015, selon l'*Annuaire statistique* officiel, dont les données les plus récentes datent de 2019, ainsi que les rapports anticipés pour 2020 et le premier trimestre de 2021, qui servent de source aux observateurs. Deux faits révélateurs mettent en doute la justification économique de ces investissements: plus de la moitié d'entre-eux se trouvent à La Havane et sont liés au secteur immobilier du tourisme, à des hôtels monstrueux et luxueux qui ne sont pas utilisés et ne le seront pas à court terme, car le tourisme s'est effondré et mettra du temps à repartir dans les Caraïbes et dans le monde. Entre janvier et mars 2021, en pleine pandémie et avec des hôtels pratiquement vides, 50,3% des investissements ont été réalisés dans le secteur immobilier, tandis que 0,6% ont été investis dans l'innovation technologique, 2,6% dans l'agriculture et 9,5% dans l'industrie. Et ce, alors que les données officielles pour 2019 font état d'un taux d'occupation des hôtels de 48%, qui a chuté de manière encore plus drastique avec la pandémie. La seule explication que nous avons pour comprendre pourquoi Cuba continue à investir dans ce domaine est que les militaires, qui sont à la tête des hôtels et de l'industrie touristique à travers plusieurs sociétés, s'enrichissent grâce à leur construction et à leur exploitation, en prélevant des commissions très importantes.

Pour sa part, le gouvernement cubain met en avant son engagement réussi dans le domaine de la biotechnologie, ce qui a permis à Cuba de développer cinq candidats vaccins contre le COVID-19, dont l'un a déjà été approuvé par l'organisme national de réglementation pour une utilisation d'urgence. Dans le même temps, il affirme ne pas avoir les ressources nécessaires pour réparer les centrales électriques, importer de la nourriture, acheter des médicaments ou investir dans l'industrie ou dans l'agriculture.

Une crise sans échappatoire

C'est la crise la plus grave depuis des décennies, elle est sans échappatoire possible. Sans le leadership charismatique de Fidel Castro, ni la légitimité historique de son frère Raúl, le gouvernement Diaz-Canel a dû chercher la légitimité par les résultats économiques et ils n'ont pas été au rendez-vous. Cuba connaît la pire crise économique et sociale depuis l'apogée de la période dite spéciale (3) entre 1993 et 1994, et ne dispose même pas des soupapes de sécurité dont elle disposait alors. Il n'y a plus, comme dans les années

(3) La «Période spéciale» désigne la grave crise économique traversée par Cuba dans les années 1990, après la chute de l'U.R.S.S., alors son principal soutien financier. Son évocation reste traumatisante pour une grande partie de la population: le pays avait souffert de pénuries de carburant et d'aliments, ce qui avait entraîné l'apparition de maladies incurables comme la polynévrite, causée par la malnutrition, et l'exode de 45.000 habitants en 1994.

(4) *Pieds secs, pieds mouillés* (*Wet feet, dry feet* en anglais) était la politique américaine en matière d'immigration cubaine. Elle visait à offrir un permis de résidence aux cubains ayant réussi à poser le pied sur le sol américain (*«pieds secs»*) alors que ceux récupérés en mer (*«pieds mouillés»*) étaient expulsés vers Cuba. L'administration Obama a mis fin à cette politique en janvier 2017, quelques jours avant la fin de son dernier mandat.

(5) *Balsero* est un terme utilisé pour désigner les cubains essayant d'atteindre les côtes des États-Unis dans des embarcations de fortune, les *balsas*. Ils traversent le détroit de Floride à la recherche de meilleures conditions de vie.

1990, l'option du tourisme pour réintégrer le pays dans l'économie mondiale après l'effondrement du camp socialiste et il n'y a pas non plus la «*politique du pied sec, du pied mouillé*» (4), qui a permis au gouvernement cubain de l'époque d'ouvrir les portes du pays à l'immigration vers les États-Unis, déclenchant ainsi, en 1994, la crise des *balseros* (5).

Daniel PINÓS.
